

## A LA TÊTE DU CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE

**L'Allemagne promet de se tourner davantage vers le Maghreb**

Assurant la présidence du Conseil de l'Union européenne depuis le début de l'année, l'Allemagne ambitionne de lancer des "signaux positifs" en direction des pays de la rive sud de la Méditerranée.

Si l'Allemagne ne compte pas révoluer la politique européenne de l'immigration, son ambassadeur à Alger espère un peu plus de compréhension en matière d'octroi des visas et fait le distinguo entre "circulation" et immigration. Sans promettre d'en accorder davantage aux Algériens, le Dr Johannes Westerhoff a justifié l'augmentation des frais de visas par l'introduction des données biométriques qui coûtent de plus en plus cher. Des

arguments développés à l'occasion d'une conférence de presse qu'il a animée conjointement avec le chef de la délégation de la Commission européenne à Alger, Wolfgang Plasa, et Luis Sampayo, l'ambassadeur du Portugal à Alger. Sous la direction de l'Allemagne, l'Union européenne se tournera davantage vers les pays du sud de la Méditerranée, promettent-ils. Faisant le bilan de l'action de l'Union européenne en Algérie, M. Wolfgang Plasa a avoué que "le succès est mitigé", avouant que l'Algérie accuse un retard dans la mise en œuvre des accords d'association, puisque c'est l'un des derniers pays à avoir ratifié l'accord. Il a en

outre promis que durant son mandat à Alger, il s'attellera à "rattraper le retard".

Pour sa part, l'ambassadeur d'Allemagne à Alger a expliqué que le souci de son pays était de rendre plus visible la coopération euro-méditerranéenne. Une décision qui vise à répondre aux reproches souvent faits aux acteurs de cette coopération qui sont souvent accusés de ne pas en faire assez dans la matière. Pour ce faire, une série de conférences, favorisant les échanges entre les deux rives de la Méditerranée, est au programme tout au long de l'année en cours. L'emploi, l'immigration, les droits de l'homme et la bonne gouvernance seront les thèmes phares

de ces manifestations. Interrogé au sujet du récent accord gazier signé entre Alger et Moscou, le Dr Johannes Westerhoff a répondu que l'approche privilégiée par l'Allemagne est celle qui favorise le dialogue entre les pays producteurs et consommateurs et que cet accord n'inquiétait nullement son pays. "L'Algérie est un partenaire fiable qui a honoré ses engagements même dans les périodes les plus difficiles", estimant qu'il ne faisait pas partie de ses projets de créer un cartel qui menacerait les approvisionnements. Au sujet de la coopération Algéro-allemande, l'ambassadeur dira qu'Alger et Berlin étaient sur la même longueur d'onde.

Nawal Imès

**CONVENTION DE BRANCHES Colère des travailleurs du bois et du liège**

Les travailleurs d'une vingtaine d'entreprises appartenant au secteur du bois et du liège menacent de monter au créneau et d'investir la rue, "si la SGP industries et manufactures en charge de leurs portefeuilles ne procède pas à la revalorisation des salaires à hauteur de plus de 10%". Selon des syndicalistes de ce secteur "cette revalorisation des salaires s'inscrit dans le cadre de la convention de branches paraphé par les deux parties".

Selon nos sources, "il y a volonté délibérée des responsables de la SGP de vouloir pousser vers le pourrissement, sinon comment expliquer le refus de ces mêmes responsables de revaloriser d'une manière conséquente les salaires des travailleurs du secteur".

Il est à rappeler que de tous les secteurs concernés par la convention de branches seul celui du bois et du liège n'a pas encore conclu d'accord avec les représentants des travailleurs sur la question des salaires.

Par ailleurs, mercredi dernier, le syndicat d'entreprise d'Air Algérie a ratifié avec l'employeur l'accord de la convention collective alors que la Coordination nationale des ports a réussi à arracher il y a une quinzaine de jours l'accord portant augmentation des salaires pour les 15 000 dockers à hauteur de 15%.

A. Bettache

**LANCEMENT DE LA MANIFESTATION "ALGER, CAPITALE DE LA CULTURE ARABE" LE PREMIER JOUR DE YENNAYER****Marche de protestation des étudiants de Boumerdès**

"Nous ne sommes pas contre la culture arabe. Mais nous disons non à la manipulation idéologique et à la tentative de noyer tamazight dans l'idéologie baâthiste qui est au pouvoir ! Le choix de la date (1<sup>er</sup> jour Yennayer 2957) n'est pas innocent. Tamazight n'est pas un divertissement folklorique. Ce n'est pas simplement un patrimoine ni une histoire. Tamazight est un programme complet, comme l'avait dit Mouloud Mammeri.

De plus, le pouvoir a dégagé un budget colossal des deniers publics sans associer ni la société civile ni les citoyens pour les activités dans une ville dépourvue d'infrastructures. C'est de la frime ! nous a déclaré un membre de la coordination des étudiants de l'université M'hamed-Bouguerra de Boumerdès qui a organisé ce dimanche une marche de protestation contre les pouvoirs publics qui ont choisi, sciemment, le premier jour de l'an 2957 amazigh pour procéder, selon les marcheurs, à des manipulations d'ordre idéologique au profit de la

faction islamo-conservatrice au pouvoir. "Pouvoir assassin !" "Non à la provocation !" "Non à l'usurpation de notre histoire !" Tels étaient quelques slogans scandés par les étudiants en colère.

Cette manifestation a drainé des centaines de personnes qui ont sillonné les rues principales de l'ex-Rocher-Noir avant d'observer devant le siège de la wilaya un sit-in. Par la suite, une déclaration a été remise au wali de Boumerdès. Dans cette missive on pouvait lire notamment "12 janvier 950 avant JC-12 janvier 2007 ; 2957 années succèdent à la conquête du roi Chachena de l'Egypte. Depuis et de tous les temps les Algériens arabophones et berbérophones marquaient une halte aux côtés des peuples de l'Afrique du Nord une fois l'an pour honorer Yennayer.

12 janvier 2007, le pouvoir algérien, dans son entreprise de détournement et de falsification de l'histoire, choisit cette fois-ci cette date pour l'ouverture de la manifestation "Alger, capitale de la culture arabe. Le choix

loin d'être innocent, vise à mettre le voile sur un des repères cardinaux de l'identité algérienne et entreprendre de travestir son authenticité". Par la suite, la déclaration fustige "ces pratiques mal-saines". Et d'ajouter : "Nous croyons à la possibilité de créer des passerelles et une synergie capables de redonner toute sa vigueur à la culture algérienne dans toute sa diversité."

Pour rappel, cette seconde marche, après celle de Béjaïa, a suscité de la sympathie auprès de la frange étudiante qui n'est pas soupçonnée de militantisme enthousiaste

pour la cause de l'amazighité. Par ailleurs, les organisateurs ont déploré la censure qui a frappé les comptes rendus relatifs à la marche de leurs camarades de Béjaïa qui étaient sortis dans la rue le 11 janvier pour le même objectif : dénoncer ce qu'ils assimilent à une provocation et un gaspillage des sommes colossales appartenant au peuple pour une opération controversée.

Dans un bref meeting, à l'intérieur du campus de l'ex-INH, des orateurs se sont pris vigoureusement à l'actuelle ministre de la Culture, Khalida Toumi.

Abachi L.

**ANNABA****Le SG du bureau de wilaya du parti AHD 54 sous mandat de dépôt**

M. Sebtoui Tarek, secrétaire général du bureau de wilaya du parti AHD 54 a été placé hier sous mandat de dépôt par le magistrat instructeur près le tribunal de Annaba pour avoir appelé à une marche non autorisée des commerçants contre lesquels avait été prononcée une mesure de fermeture. Ces derniers, au nombre de 300,

occupaient la grande surface "Monoprix" en plein centre-ville. Les militants de ce parti et à leur tête le SG avaient voulu récupérer le mouvement de protestation en incitant les commerçants à se regrouper et à exprimer leur colère pour mettre fin à ces "dépassements" de l'administration. Les membres de cette formation politique avaient filmé le

rassemblement et l'avaient transmis à une chaîne satellitaire spécialisée dans l'information. La brigade politique dépendant des renseignements généraux de la Sécurité de wilaya avait interpellé avant hier le secrétaire général du parti AHD 54 avant de le présenter au parquet hier dimanche.

M. Rahmani

**PREVUE SAMEDI DERNIER AU TRIBUNAL DE BISKRA****L'affaire dite d'El-Haïcha reportée**

Le tribunal de Biskra qui, samedi dernier, devait examiner en appel l'affaire dite d'El-Haïcha, a décidé de son renvoi à une date ultérieure. Aucune date n'a été avancée selon l'une des victimes qui ont fait le déplacement à Biskra. Sans vouloir donner trop de détails sur les raisons du report, une des femmes victimes de l'expédition punitive de l'été 2000, dans le quartier d'El-Haïcha à Hassi Messaoud où vivaient des femmes venues du nord du pays en quête d'un travail dans la zone pétrolière, affirmait que ce sont les victimes qui ont demandé le report pour des raisons qu'elles préfèrent taire pour l'instant.

Après avoir précisé que c'est grâce à l'association SOS femmes en détresse qu'elles ont pu effectuer le déplacement à Biskra, à partir d'Oran et de Hassi-Messaoud, notre interlocutrice avoue que le fait de ne pas avoir d'avocat pour plaider leur cause a énormément pesé dans leur décision de demander au tribunal de fixer une autre date pour réexaminer l'affaire. Pour rappel, ce sont les femmes victimes qui avaient fait appel du verdict prononcé par le tribunal de Biskra qui, en janvier dernier, a eu à examiner l'affaire.

S. A.